

MARCHE DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

En application du code de la commande publique

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ	4
1.1 Objet.....	4
1.2 Décomposition en tranches.....	4
1.3 Sous-traitance	4
1.4 Réalisation de prestations similaires	4
1.5 Représentation des parties	4
ARTICLE 2 – DUREE ET RECONDUCTION DU MARCHÉ.....	4
2.1 Durée du marché	4
2.2 Reconduction	4
ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	4
3.1 Pièces particulières	4
3.2 Pièces générales.....	5
ARTICLE 4 – FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE	5
ARTICLE 5 - PRIX - VARIATION DU PRIX	5
5.1 Contenu des prix.....	5
5.2 Mode d'établissement du prix du marché	5
5.3 Forme du prix	5
ARTICLE - 6 - CLAUSE DE SURETE ET DE FINANCEMENT	6
6.1 Garanties	6
6.2 Avance	6
ARTICLE 7 – REGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE.....	6
7.1 Transmission des demandes de paiement.....	6
7.2 Modalités de règlement du prix.....	6
7.3 Intérêts moratoires	7
ARTICLE 8 – MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ.....	7
8.1 Reprise du personnel	7
8.2 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	7
8.3 Conditions d'exécution des prestations	7
8.4 Personnels affectés à l'exécution des prestations	8
8.5 Confidentialité.....	9
ARTICLE 9 – PENALITES.....	9
9.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations	10
9.2 Pénalités pour retard dans la remise de documents	10
ARTICLE 10 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	10
10.1 Opérations de vérification.....	10
10.2 Décision.....	10
ARTICLE 11 - GARANTIES	10
ARTICLE 12 - ASSURANCES ET RESPONSABILITE	10

ARTICLE 13 - LITIGES	11
ARTICLE 14 - RESILIATION DU MARCHE	11
14.1 Résiliation du marché aux torts du titulaire	11
14.2 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	11
ARTICLE 15 – CLAUSES DE REEXAMEN	11
15.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution.....	12
15.2 Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution.....	12

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

1.1 Objet

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières a pour objet l'exécution des prestations de sécurité et de sûreté pour le site du lycée agricole situé à Coconi.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) joint au DCE.

1.2 Décomposition en tranches

Sans objet.

1.3 Sous-traitance

Hormis autorisation expresse pour des prestations ponctuelles signifiées par écrit du maître d'ouvrage au titulaire, la sous-traitance n'est pas autorisée dans le cadre du présent marché.

1.4 Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence sur d'autres sites que ceux visés par le présent marché compte-tenu du caractère prévisible de l'ajout de sites à Coconi.

1.5 Représentation des parties

Le titulaire et le Pouvoir adjudicateur désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au maître de l'ouvrage ou au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître de l'ouvrage en cours d'exécution du marché.

ARTICLE 2 – DUREE ET RECONDUCTION DU MARCHÉ

2.1 Durée du marché

La durée du marché est définie à l'article 3.1 de l'acte de d'engagement.

2.2 Reconduction

Les conditions d'une éventuelle reconduction sont définies à l'article 3.2 de l'acte d'engagement.

ARTICLE 3 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante.

3.1 Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles particulières et leur ordre de priorité sont les suivants :

- L'acte d'engagement ;
- Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire relatif aux prestations récurrentes ;
- Le bordereau des prix unitaires relatif aux prestations ponctuelles ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux prestations, objet du marché ;
- L'offre technique du titulaire.

3.2 Pièces générales

- Les normes nationales et européennes en vigueur au 1er jour du mois d'établissement des prix ;
- Le CCAG fournitures courantes et services – CCAG FCS - (Arrêté du 30 mars 2021).

ARTICLE 4 – FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le maître d'ouvrage prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Courrier dématérialisé sur la plateforme achatpublic.com
- Lettre recommandée avec accusé de réception postal ;
- Courriel avec accusé de réception

Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement ou, à défaut, à son siège social.

ARTICLE 5 - PRIX - VARIATION DU PRIX

5.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en considérant comme incluses, outre les sujétions définies à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les contraintes normalement prévisibles : intempéries, phénomènes naturels, habituels dans la région d'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix dans le cadre de marchés conclus en groupement :

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

Les prestations seront réglées en application du prix global et forfaitaire (cf. DPGF) pour ce qui concerne les prestations récurrentes et du bordereau de prix unitaires pour les prestations ponctuelles (et sur la base des quantités réalisées).

5.2 Mode d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de novembre 2025 et des conditions financières définies ci-après.

5.3 Forme du prix

A. Le présent marché est passé à prix non actualisable compte-tenu du délai entre la notification et le commencement d'exécution des prestations.

B. Le présent marché est passé à prix révisable.

Son montant sera révisé annuellement sur la base d'exercices civils, **et pour la première fois le 1er janvier 2027**, selon la formule :

$$Im P = 0,15 + 0,85 \times \frac{Lo}{Im}$$

Dans laquelle Im est le dernier index national retenu « CPF80.10 » (indice des prix de production des services de sécurité privée publié par l'Insee) connu au 1er janvier de chaque année (en ce compris la valeur du dernier indice publié au 1er janvier de l'année considérée) ,

Le mois Mo est le mois de : novembre 2025.

Lo est fixé au dernier indice publié par l'Insee en novembre 2025.

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Si la durée d'exécution de l'élément de mission est supérieure à un mois, la valeur des index utilisés pour la révision de prix est appréciée à la date à laquelle chaque partie de l'élément de mission est effectivement réalisée sans toutefois être postérieure à la date contractuelle de réalisation.

La révision du prix sera présentée par le titulaire du marché au plus tard 1 (un) mois avant la date d'échéance, le Pouvoir adjudicateur disposant d'un délai de 3 (trois) semaines calendaires pour contrôler et faire part de ses observations. A défaut d'observation ou en cas de silence concernant la révision, le Pouvoir adjudicateur est réputé accepter les prix ainsi révisés.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

C. CLAUSE DE SAUVEGARDE

En cas de disparition de l'indice, les Parties conviennent de retenir l'indice de substitution proposé par l'Insee.

Si la révision de prix définie ci-dessus conduit à une hausse excédant 4 % (quatre pour cent) du montant maximum annuel du marché au regard de l'année précédente à iso-périmètre en termes de quantitatifs de prestations, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité, notamment en termes de manque à gagner ou perte de marge.

ARTICLE - 6 - CLAUSE DE SURETE ET DE FINANCEMENT

6.1 Garanties

Le Titulaire est dispensé de constituer une garantie financière d'exécution du marché. Il n'est pas prévu de retenue de garantie sur les acomptes ou le solde du marché, au regard du montant et de la nature de l'opération.

Toutefois, en cas de vol, de disparition ou de détérioration intentionnelle des matériels, équipements, denrées, animaux ou installations mis à disposition du Titulaire dans le cadre de l'exécution du marché, l'acheteur se réserve la possibilité d'exiger la constitution d'une garantie financière spécifique (caution bancaire, garantie à première demande ou autre sûreté équivalente) à hauteur du préjudice constaté, dans les conditions prévues par le Code de la commande publique.

6.2 Avance

Il n'est pas prévu le versement d'une avance.

ARTICLE 7 – REGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE

7.1 Transmission des demandes de paiement

Le titulaire transmet ses demandes de paiement exclusivement via CHORUS, la plateforme de référence pour la facturation électronique du secteur public.

7.2 Modalités de règlement du prix

Les prestations exécutées par le Titulaire sont réglées à terme échu, sur présentation d'une facture tous les mois :

- Conforme à la tarification précisée à l'article 5.1 ci-avant et aux prix spécifiés éventuellement révisés ;
- Détaillant les interventions par nature et par site.
- Les factures ne comprendront aucun acompte ni aucune révision provisoire.
-

Les factures sont établies en un exemplaire original et libellées à l'ordre du lycée agricole. Elles portent à minima les mentions suivantes :

- L'identification complète du Titulaire (raison ou dénomination sociale, adresse) ;
- Le numéro de son compte postal ou bancaire ;
- Son numéro SIRET ;
- La date d'établissement de la facture ;
- La référence du marché (date et numéro) ;
- Le numéro de commande « xxxxxx » indiqué par le lycée agricole de Coconi sur son bon de commande, à reporter obligatoirement sur les factures émises à destination par le lycée agricole de Coconi (A noter : les factures ne mentionnant pas ce numéro de commande ne pourront pas être traitées dans les délais contractuels prévus) ;
- L'adresse de facturation mentionnée sur le bon de commande doit être l'adresse d'envoi unique des factures ;
- Le détail des prestations récurrentes réalisées site par site et leur montant afin de permettre une imputation des coûts par site par le lycée agricole de coconi ;
- Le montant total de la facture.

Les factures sont à déposer sur la plateforme CHORUS.

Les relances éventuelles ou questions relatives à la facturation sont envoyées par mail à :

stephane.leclercq1@educagri.fr

Les factures sont réglées dans un délai maximum de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la facture, conformément aux dispositions de l'article 7.3 ci-après.

7.3 Intérêts moratoires

Sous réserve de contestation légitime par le lycée concernant la réalisation de prestation (réalisation effective, conformité par rapport aux exigences formulées) et notifiée au Prestataire, le défaut de paiement des factures reçues ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante : $IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM}$; où :

- M = montant de l'acompte en TTC ;
- J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement ;
- 365 = nombre de jours calendaires de l'année civile type.

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique.

ARTICLE 8 – MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ

8.1 Reprise du personnel

Conformément aux dispositions des articles L.1224-1 et suivants du code du travail, le titulaire fera son affaire de l'éventuelle application des stipulations de l'avenant no 2 du 10 juillet 2020 à l'accord du 28 janvier 2011 relatif à la reprise de personnel, conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985.

En fin de marché, le titulaire a une obligation de communication des informations nécessaires au respect des dispositions de la convention collective susmentionnée.

8.2 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG FCS.

8.3 Personnels affectés à l'exécution des prestations

8.3.1 Réglementation professionnelle

Dans le cadre son activité de sécurité privée, le Prestataire doit être en possession et remettre au Client, avant le début des prestations puis tous les 6 (six) mois :

- Une copie de l'autorisation d'exercer une activité de sécurité privée délivrée par le Conseil National des activités privées de sécurité (« CNAPS ») pour l'établissement concerné ;
- Une copie de l'agrément, donné par le CNAPS, de gérer ou diriger une personne morale exerçant une activité de sécurité privée ;
- Une attestation sur l'honneur de n'employer exclusivement à la réalisation de la Prestation que des personnels titulaires de la carte professionnelle visée aux articles L.612-20 et suivants du code de la sécurité intérieure.

8.3.2 Réglementation sociale – E-attestations

Conformément aux articles L.8221-1 et suivants du code du travail, le titulaire déclare expressément qu'il respecte et respectera les obligations issues du code du travail et garantit que ni lui-même, ni ses sous- traitants et/ou fournisseurs n'ont recours au travail dissimulé.

Conformément aux dispositions des articles L.8222-1 et suivants du code du travail, le titulaire s'engage à remettre au pouvoir adjudicateur à la signature du Contrat puis tous les 6 (six) mois, au cours de l'exécution du présent Contrat :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au Prestataire datant de moins de 3 (trois) mois ;
- Une attestation du Prestataire du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et de paiement des impôts dus ;
- Dans la mesure où le Prestataire emploie des salariés, une attestation sur l'honneur certifiant que le travail sera réalisé par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10 et suivants du code du travail ;
- Un extrait K bis datant de moins de 3 (trois) mois ;
- La liste nominative des salariés étrangers, conformément à l'article D.8254-2 du code du travail ;
- Et/ou tout autre document qui lui serait ultérieurement imposé légalement.

Lors de l'embauche d'un ressortissant d'un pays tiers, le titulaire devra procéder aux formalités suivantes :

- Demander la confirmation auprès des autorités compétentes, de l'existence du titre autorisant l'étranger à exercer une activité salariée en France (cf. art. L 5221-8, R 5221-41 et R 5221-42 code du travail) ;
- Annexer la copie des titres autorisant l'exercice d'une activité salariée au registre unique du personnel (cf. art. 1221-24 code du travail).

Afin de simplifier et de sécuriser cette mise à jour documentaire, le titulaire s'engage à transmettre à la directrice Mme Marie-Noëlle AYÇOBERRY et au secrétaire général Mr. Stéphane LECLERCQ dans un délai d'une semaine à compter de la signature du Contrat :

- Un justificatif d'immatriculation ;
- Une attestation sur l'honneur du dépôt des déclarations fiscales ;
- Une attestation sur l'honneur de l'emploi régulier.

Le titulaire s'engage à respecter toute législation et/ou réglementation applicables au personnel dans ce domaine d'activité. Le titulaire s'engage à fournir la liste du personnel affecté aux prestations notamment habilitations, qualifications, aptitudes mises à jour des cotisations sociales. Le titulaire s'engage à ce que l'ensemble de son personnel soit soumis aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur et à ce que ceux-ci aient été déclarés apte sur leur aptitude physique à tenir leur poste. Le pouvoir adjudicateur pourra à tout moment en demander le justificatif, à minima lors des réunions mensuelles. Le pouvoir adjudicateur pourra à tout moment demander au titulaire de produire les pièces justificatives du respect de ses obligations vis-à-vis de la réglementation du travail, par courrier recommandé avec accusé de réception.

En cas de non production par le titulaire des pièces justificatives telles que listées ci-dessus, et après mise en demeure par courrier recommandé restée infructueuse dans un délai de 15 (quinze) jours suivant sa réception, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le contrat de plein droit, à effet immédiat de sa notification de résiliation, et sans qu'il y ait lieu de verser des indemnités au titulaire.

8.3.3 Personnel affecté à l'exécution des prestations

Le Titulaire assume en toute hypothèse l'entière responsabilité du nombre et de la désignation des personnels affectés à l'exécution du marché. Il garantit que ceux-ci disposent des connaissances et compétences nécessaires à l'exécution du marché et s'engage sur leur implication dans la mise en œuvre des prestations.

Le Titulaire s'interdit toute sous-traitance des prestations. Le Lycée agricole de Mayotte se réserve la faculté de, à tout moment pendant l'exécution du marché, solliciter par courrier recommandé avec accusé de réception, dûment motivé par des raisons professionnelles, le remplacement de l'un des personnels affectés à l'exécution des prestations ou de suspendre son autorisation de sous-traiter sur un site considéré. Le Titulaire s'engage à, dans un délai maximum de 10 (dix) jours calendaires à compter de la date de réception de la demande, lui proposer un remplaçant d'expérience et de compétences au moins équivalentes ; à cet effet, il transmet au lycée agricole le *curriculum vitae* du remplaçant proposé. Les dispositions du présent alinéa sont également applicables dans le cas où le remplacement intervient à l'initiative du Titulaire, pour quelle que cause que ce soit, notamment la démission, le licenciement, le décès ou l'absence de longue durée (maladie ou accident) de la personne en cause ; dans ce cas, le délai précité de dix jours calendaires court à compter de la date à laquelle le Titulaire a connaissance de la nécessité du remplacement. En toute hypothèse, le silence gardé par le lycée agricole dans un délai de 15 (quinze) jours calendaires à compter de la date de réception par ses soins du *curriculum vitae* correspondant vaut acceptation du remplaçant ou nouvelle personne proposée. En cas de refus porté à la connaissance du Titulaire dans ce même délai, le Titulaire est tenu de proposer un nouveau remplaçant dans les conditions prévues au présent article.

Le Titulaire prend toute mesure pour que ces éventuels remplacements et affectations de nouveaux personnels à l'exécution des prestations ne perturbent en rien le calendrier et la qualité des prestations fournies. Les coûts induits sont intégralement supportés par le Titulaire, qui fait également son affaire des éventuels litiges de toute nature avec son personnel qui trouveraient leur origine dans une demande de remplacement ou un refus du lycée agricole.

Le Titulaire se conforme strictement à la législation et à la réglementation du travail qui lui est applicable. Le personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure sous la responsabilité exclusive du Titulaire pendant toute la durée d'exécution du marché.

8.4 Confidentialité

Le Titulaire qui a reçu communication de renseignements, documents, données et/ou produits de toute nature, en relation avec l'objet du marché, sous quelque forme que ce soit, y compris orale, et sur tout type de support est tenu de les maintenir strictement confidentiels.

En conséquence, le Titulaire s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que tout élément qui lui est transmis soit protégé et maintenu strictement confidentiel et ne soit communiqué qu'aux seules personnes ayant à en connaître dans le cadre du marché.

Cette obligation ne s'applique pas aux éléments qui sont du domaine public ou qui, à la date de leur communication, sont en la possession légitime du Titulaire sous réserve qu'il soit en mesure d'apporter la preuve que ces éléments aient, de bonne foi, été acquis ou soient le résultat de développements internes entrepris par des membres de son personnel n'ayant pas eu accès à ces éléments confidentiels.

Cette obligation perdurera pendant toute la durée du marché et au-delà pendant une période de 5 (cinq) ans.

ARTICLE 9 – PENALITES

La prise en charge des prestations définies dans le CCTP (notamment l'article 3) constitue un contrat d'entreprise avec obligations de résultats (notamment en termes de créneaux de présence, de qualification des personnels, de délai de remplacement, de respect des directives) et mise en œuvre de moyens minimaux. Ceci rappelé, il appartient au prestataire de compléter si nécessaire les moyens minimaux qu'il aurait défini dans son projet d'organisation et dans son offre pour répondre à ses

obligations de résultats, sans pouvoir s'en prévaloir pour contester l'application des pénalités stipulées ci-après.

9.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG FCS, le titulaire est, sans mise en demeure préalable par évènement constaté, redevable d'une pénalité pour retard d'un montant défini ci-dessous :

N°	Situations soumises à pénalité	Montant unitaire par infraction constatée par le pouvoir adjudicateur
1	Absence d'intervention	250,00 €
2	Non-respect des consignes validées avec le client	200,00 €
3	Absence ou non remplacement de l'agent dans un délai de 2 (deux) heures	200,00 €
4	Absence de tenue de l'agent ou tenue négligée	100,00 €
5	Impossibilité de joindre le centre d'appel du prestataire	200,00 €
6	Absence de personnel formé ou qualifié lorsque cela est exigé	200,00€
7	Non retour d'un rondier sur son site d'origine après levée de doute sur un autre site	75,00€
8	Vol de tout bien présent sur le site appartenant à l'acheteur par manque de vigilance	Le prix du bien

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que l'application des pénalités définies au présent article ne revêt en aucun cas un caractère libératoire. Le cas échéant, les pénalités sont appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation du marché. Les pénalités seront appliquées et feront l'objet d'un avoir émis par le Titulaire sur la première facture émise suivant ladite application.

9.2 Pénalités pour retard dans la remise de documents

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, en cas de retard dans la remise des comptes-rendus d'interventions à fournir après exécution par le prestataire, tels que définis à l'article 3.8 du CCTP, une pénalité d'un montant forfaitaire de 100 € sera opérée par évènement.

ARTICLE 10 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

10.1 Opérations de vérification

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG FCS

10.2 Décision

La décision sera prononcée par le maître d'ouvrage ou son représentant conformément aux dispositions de l'article 29 du CCAG FCS.

ARTICLE 11 - GARANTIES

Cf. Article 9.1 du présent CCAP.

ARTICLE 12 - ASSURANCES ET RESPONSABILITE

Le prestataire désigné dans le marché devra justifier dans les 15 (quinze) jours à compter de la demande du maître d'ouvrage d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de la personne publique à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après la livraison des prestations.

Le prestataire prend les précautions nécessaires pour éviter les accidents de son personnel, des usagers de l'établissements ou des personnels du pouvoir adjudicateur. Le prestataire garantit les risques d'accidents professionnels liés à l'exécution des travaux qui pourraient se produire tant sur les lieux de travail que pendant les trajets et déplacements vers un site ou requis par ses prestations au titre des missions afférentes au contrat. De même, le prestataire s'engage à souscrire une police d'assurance spécifique pour les locaux mis éventuellement à sa disposition par le pouvoir adjudicateur. Cette police doit couvrir tous les risques dont il pourrait être tenu pour responsable dans les conditions du droit commun, notamment accident, incendie, explosion, vol, dégâts des eaux, conséquence d'un défaut. Le prestataire demeure seul responsable, sans recours auprès du pouvoir adjudicateur, de tous dommages, dégâts, vols, accidents et autres sinistres causés par négligence, manquement dans l'exécution du contrat ou toute autre cause pouvant lui être imputée. La responsabilité du prestataire s'étend sur tout ce qui relève des interventions et tâches couvertes par le contrat et ne se termine qu'à l'expiration de celui-ci. Sa responsabilité protège le pouvoir adjudicateur contre toute réclamation pour blessures et dommages aux biens, d'où qu'ils proviennent, pour toute cause pouvant lui être imputée à l'occasion de l'exécution du marché ; à cet effet, il garantira le pouvoir adjudicateur contre tout recours par un tiers de ce chef.

Pour tout matériel qui serait confié au personnel du prestataire (notamment les talkies-walkies), la garde de la chose et l'usage selon les règles de l'art et de la législation de sécurité relèvent de la responsabilité du prestataire. Le prestataire effectuera les démarches auprès de ses assurances concernant la détérioration ou le vol des matériels et objets qui lui sont confiés.

Le prestataire doit justifier avant tout commencement d'exécution qu'il a souscrit auprès de Compagnies notoirement solvables une assurance couvrant notamment, entre autres garanties, les conséquences pécuniaires qu'il peut encourir dans le cas de dommages causés aux tiers et au pouvoir adjudicateur et engageant sa responsabilité.

ARTICLE 13 - LITIGES

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Le Tribunal compétent est celui du lieu d'exécution des prestations soit le Tribunal Administratif de Mamoudzou.

ARTICLE 14 - RESILIATION DU MARCHÉ

14.1 Résiliation du marché aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute il sera fait application des articles 32 et 36 du CCAG FCS avec les précisions suivantes :

- Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 36 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, et **par dérogation à l'article 34.5 du CCAG FCS**, la notification du décompte de résiliation par le pouvoir adjudicateur au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.
- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation et fera son affaire des incidences en termes de reclassement ou de licenciement de ses préposés.
- **Par dérogation et en complément des articles 32 et 34.3 du CCAG FCS**, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire est rémunérée avec un abattement de 10% (dix pour cent).

14.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 42 du CCAG FCS et lorsque les conditions prévues à l'article 10 ci-dessus ne s'appliquent pas, sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 33 du CCAG FCS, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % (cinq pour cent) du montant initial HT du marché diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

ARTICLE 15 – CLAUSES DE REEXAMEN

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

15.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité ;
- Cession de contrat ;
- Décès ;
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles ;
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- Dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce ;
- Dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :

- Dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement ;
- Dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut,

- Dans le cas du groupement solidaire ou du groupement conjoint sans mandataire solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement ;
- Dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :
 - o Soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement ;
 - o Soit de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

15.2 Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement, par dérogation à l'article 3.5 du CCAG FCS.

Fait à

Le

"Lu et Accepté"

Le prestataire

Le pouvoir adjudicateur